

# IN-KOOK PARK

## Président de la Korea Foundation for Advanced Studies

Bonjour. Je m'appelle In-kook Park, et je suis président de la fondation coréenne d'études avancées. J'ai présidé une séance sur la Chine et l'Asie du Sud-Est. Le groupe d'experts comprend deux Chinois, deux Américains, un Japonais, un Européen et un Coréen. Il s'agit du prof. Bark Taeho, ancien ministre du commerce de Corée du Sud, du prof. Richard Cooper de l'université de Harvard, de Michel Foucher, ancien directeur du centre d'analyse et de prévisions du ministère français des Affaires étrangères, du prof. Jia Qingguo de l'université de Pékin, de Qiao Yide, vice-président de la Fondation pour le développement et la recherche de Shanghai, du prof. Yuichi Hosoya de l'université de Keio, de Douglas Paal, vice-président de la Dotation Carnegie pour la paix internationale.

Nos discussions ont porté sur la situation internationale de la Chine au cours de l'année écoulée. La première séance de la WPC ayant eu la Chine pour thème l'an dernier, nous avons essayé de déterminer ce qui avait évolué depuis en matière de politique et d'économie. Puis, dans la foulée de l'élection américaine, nous avons tenté de jeter quelque lumière sur les relations sino-américaines et sur l'état actuel du TPP, le Partenariat transpacifique. Nous nous sommes également penchés sur l'initiative de la nouvelle route de la soie chinoise, la question du programme nucléaire de la Corée du Nord, les relations sino-japonaises et l'actuelle question de Taiwan.

Tout d'abord, les questions politiques. Le sixième communiqué du plénum du PCC en octobre dernier a présenté le président Xi comme le « cœur » de la direction du parti. Notre débat s'est axé sur les implications de ce statut de « cœur » et sur l'avenir de la politique chinoise, notamment celui du système de direction du parti chinois. Reste la question du changement ou de l'évolution future de la direction collégiale lors du 19<sup>e</sup> congrès du Parti.

- Un spécialiste a fait remarquer que le leadership du président Xi en sortait renforcé. Être le « cœur » signifie qu'il a davantage d'influence, que la décision finale lui revient, que son vote n'équivaut pas simplement à celui de l'un des six autres membres permanents du comité.

Ensuite, les questions économiques. En novembre dernier, lors du cinquième plénum du PCC, le président Xi avait évoqué un taux annuel de croissance chinois qui ne serait pas en deçà de 6,5 %. Par chance, le chiffre de croissance du PIB en Chine au cours des trois derniers trimestres a atteint 6,7 %.

- Un spécialiste de la Chine a expliqué que la transition structurelle de l'économie chinoise a déjà commencé à se manifester, passant d'une économie fondée sur les exportations à une économie reposant sur la consommation intérieure. Au cours des trois derniers trimestres, la consommation a contribué pour 71 % au PIB, ce qui représente une progression de 13,3 % par rapport à l'an dernier. La contribution de l'économie des services au PIB a été de 57,4 % en 2015. L'économie axée sur l'innovation connaît également une croissance. Mais de nombreuses difficultés demeurent : comment aller plus loin dans la réforme structurelle, comment empêcher une accumulation des risques financiers, comment mener à bien l'internationalisation du RMB tout en maintenant le taux de change et en ayant un flux de capitaux moins fluctuant.
- L'un des intervenants a fait remarquer que la consommation des ménages en Chine ne pouvait pas représenter un chiffre aussi élevé que 71 % du PIB. Il a fait valoir que ce chiffre englobait la consommation publique, comme la santé, les retraites et l'éducation.
- En ce qui concerne ce point, l'intervenant chinois a rétorqué en disant que la consommation des ménages comptait pour environ 40 %, et il a admis que la progression de la consommation chinoise privée prendrait du temps.

- Un auditeur a observé qu'une véritable relance de la consommation et de la libéralisation du crédit était nécessaire, ce qui se traduirait par une perte de pouvoir du PCC, dans la mesure où le crédit constitue l'un de ses instruments politiques.
- Le RMB est entré dans le panier DRS du FMI en octobre dernier. Mais si la part de la Chine dans les échanges commerciaux mondiaux est de 16 %, les transactions effectuées en RMB s'élèvent à un peu plus de 1 %. Pour une plus grande internationalisation du RMB, il a été suggéré que la Chine engage une réforme de libéralisation financière intérieure plus poussée, et fasse preuve de plus d'ouverture sur le marché intérieur. La communauté internationale s'inquiète de savoir quand commencera véritablement cette réforme.

Passons aux relations sino-américaines. Pour l'instant, l'avenir des relations sino-américaines est incertain et imprévisible, notamment dans la foulée de l'élection de Donald Trump. Les participants ont tous convenu que l'accord de Paris sur le climat (la COP21) était une réussite monumentale, obtenue grâce à la collaboration entre les États-Unis et la Chine. Mais M. Trump a laissé entendre que les États-Unis pourraient se retirer de cet accord.

- Un intervenant a cependant estimé que M. Trump n'essaierait pas de s'en retirer, mais de tout simplement l'ignorer.

Le président élu Donald Trump a rétracté ses déclarations antérieures sur plusieurs questions internationales majeures.

- Bien que le président élu Donald Trump ait fait des déclarations très dures sur les échanges commerciaux avec l'étranger, la Chine notamment, allant jusqu'à la désigner comme une « manipulatrice de devises », ce qui lui a valu un très large soutien lors de sa campagne, un intervenant américain a fait observer que le thème n'est pas nouveau, et n'était guère pertinent à l'heure actuelle. Ses autres déclarations, comme l'imposition de droits de douane élevés ou le retrait de l'OMC, ne seront pas faciles à mettre en œuvre, car la Chine est protégée par son adhésion à l'OMC et par une farouche résistance possible de la part de son propre Parti républicain.
- Certains points sur lesquels la politique de Trump sera favorable à la Chine ont été évoqués. En premier lieu, le TPP étant parfois considéré comme une coalition contre la Chine, l'affirmation de Trump selon laquelle il rejeterait le TPP pourrait jouer en faveur de la Chine. Ensuite, si les États-Unis décidaient d'annuler l'ALENA, cette décision serait bénéfique à la Chine, car les biens mexicains deviendraient moins concurrentiels.

L'allusion du président élu Donald Trump sur la possibilité d'un déploiement du programme nucléaire de la Corée et du Japon. Malgré ses récentes dénégations, des inquiétudes subsistent quant aux réactions en cascade ou en chaîne en Asie du Nord-Est.

- Un auditeur a demandé si M. Trump essaiera d'aborder la Corée du Nord différemment. Un membre américain du groupe a donné un exemple tiré du passé : le président Carter, élu en 1976, avait promis de mettre fin à l'alliance avec la République de Corée à cause de violations des droits de l'homme sous la présidence de Park Jeong-hee. Mais le sous-secrétaire d'État de l'époque, M. Holbrooke, l'avait persuadé de ne pas retirer les troupes américaines de Corée du Sud. De la même façon, le futur gouvernement, a-t-il fait remarquer, sera mis au fait par des experts compétents en politique étrangère, ce qui aidera M. Trump à avoir une vision plus équilibrée.

Sur la question de la mer de Chine du Sud. En juillet dernier, la Cour permanente d'arbitrage a donné unilatéralement gain de cause aux Philippines. Par conséquent, le fondement juridique de « ligne des 9 traits » ou de « la ligne en U » s'est trouvé sérieusement remis en question. Le président des Philippines, M. Duterte, a annoncé la « séparation » d'avec les États-Unis et la mise en place de nouvelles relations spéciales avec la Chine. Le modérateur a soulevé la

question suivante : après cette affirmation, d'autres pays voisins de l'ASEAN lui emboîteront-ils le pas ? L'un des intervenants a estimé que pour l'heure, la tension en mer de Chine du Sud semble être en voie de stabilisation.

- Aux yeux d'un autre intervenant, la dispute à propos de la mer de Chine du Sud est en contradiction avec les intérêts de la Chine au niveau mondial et régional.
- Sur la question de savoir pourquoi la Chine ne précise pas les contours de la ligne des 9 traits. Un groupe chinois a donné l'explication suivante : la Chine exerce sa souveraineté sur les territoires adjacents et sur les ZEE, conformément à la Convention des Nations Unies sur le droit de la mer, mais le gouvernement n'a jamais officiellement revendiqué la possession des eaux au sein de la ligne des 9 traits. Il a ajouté que même si la Chine a été contrainte de clarifier ce tracé, le timing n'est pas très bon pour elle car les Chinois sont encore très sensibles à cette humiliation historique.
- Ce à quoi un intervenant a expliqué qu'en fait, le gouvernement chinois alimentait ce sentiment public d'humiliation à travers l'éducation publique. Il a souligné que la politique en matière d'enseignement de l'histoire est aussi de la politique étrangère.
- Un auditeur (indien) a posé cette question : « quelle puissance en Asie dispose du pouvoir stratégique et économique, individuellement ou collectivement, pour stopper l'expansionnisme chinois ? ». Un intervenant chinois a répondu que l'accusation d'expansionnisme territorial contre la Chine était sans fondement. Il a argué que la revendication de la Chine sur la mer de Chine du Sud existe depuis 1947, et que les demandes actuelles du gouvernement chinois s'inscrivent tout à fait dans le cadre des revendications antérieures.

Sur le TPP. Il y a deux semaines, le gouvernement Obama a reconnu qu'il lui était impossible d'avancer sur ce sujet, et a pratiquement abandonné la partie. Une question demeure : que va-t-il se passer par la suite ? Une renégociation ? Ou bien le jugement sera-t-il considéré nul et non avenu ?

- Depuis que M. Trump a déclaré la fin du TPP, la perspective de sa résurrection est très faible. Mais même si les États-Unis venaient à changer leur position et décidaient d'y participer, la finalisation des renégociations et du processus interne de ratification seraient très longues. Malgré ce contexte, un intervenant a argué que la Chine aura un rôle encore plus prédominant. Elle sera en mesure à l'avenir de jouer un rôle de premier plan dans d'autres négociations sur les échanges commerciaux, comme le Partenariat économique intégral, le RCEP, le FTA Chine-Japon-Corée, le FTAAP, ou le TTIP.

La question suivante est celle de l'initiative de la Nouvelle route de la soie et de la banque asiatique d'investissement dans les infrastructures (BAII). Cette année, la Chine a remporté un grand succès en s'engageant à contribuer de 100 milliards de dollars pour le lancement de la BAII, dont l'Inde et la Russie sont les deuxième et troisième plus gros contributeurs. Mais le montant total ne représente que le dixième du budget nécessaire à l'achèvement du projet OBOR (« La ceinture et la route »). Comment la Chine comblera-t-elle cet écart ?

- Un intervenant a dit que les tensions entre la Chine et les autres acteurs en mer de Chine du Sud ont compliqué les efforts pour faire évoluer l'initiative « One Belt One Road », une ceinture, une route.
- S'agissant du commentaire du conseiller principal de Trump selon lequel le fait ne pas entrer dans l'AIIB était une erreur stratégique du gouvernement Obama, un participant américain a abondé dans ce sens. Il a précisé que la banque asiatique de développement, la BAD, créée dans les années 60 pour permettre au Japon de jouer un rôle plus important sur le plan mondial, était un bon exemple et une très belle réussite. Il a ajouté que puisque le Congrès américain avait désormais un président républicain, on pouvait espérer que les républicains seraient plus réceptifs si Trump décidait de rejoindre l'AIIB.
- Un autre intervenant a insisté sur le changement de la posture de la Chine dans le contexte mondial : du profi

lors qu'elle avait adopté, elle est passée à un nouveau niveau de normalité, avec l'accroissement de son influence.

- Il a par ailleurs été souligné que l'initiative OBOR sera un facteur déterminant dans l'internationalisation du RMB. Mais un obstacle subsiste : il s'agit des enjeux de sécurité. De nombreux pays d'Asie centrale et du Moyen-Orient situés le long de la route OBOR sont politiquement instables.

Ensuite, la question nucléaire en Corée du Nord. Nos intervenants sont d'avis que ce problème sera un véritable casse-tête dans les années à venir pour le prochain gouvernement américain. Ce week-end, le Conseil de sécurité de l'ONU devrait adopter une résolution pour imposer de nouvelles sanctions. Le point majeur sera la fermeture de la « livelihood loophole » l'échappatoire des moyens de subsistance, notamment pour les exportations de charbon nord-coréen vers la Chine, étant donné que le prix du charbon a augmenté l'an dernier de près de 60 %.

- Le président élu Donald Trump a imputé la menace nucléaire de la Corée du Nord à l'inaction de la Chine, et déclaré que la solution passerait également par la Chine. Pour citer ses propos, « La Chine a le contrôle – le contrôle absolu – sur la Corée du Nord. Elle ne le dit pas, mais c'est vrai. Et c'est à elle de faire disparaître le problème. ». La Chine ne changera pas fondamentalement sa position, qui est de privilégier la paix et la stabilité de la péninsule coréenne plutôt que la dénucléarisation. La question nord-coréenne risque donc de se compliquer dans les années à venir.
- Il a également été souligné que si le gel nucléaire, plutôt que la dénucléarisation, devenait le point de départ pour de futures négociations avec la Corée du Nord, cette dernière pourrait se méprendre sur le fait qu'elle possède de fait un statut d'État nucléaire, ce qui pourrait déclencher une réaction en chaîne sur un déploiement nucléaire en Asie du Nord-Est.
- Il a été ajouté que le programme de missiles de la Corée du Nord est également un très vif sujet de préoccupation qui ne doit pas être négligé.

Sur le sujet des relations sino-japonaises. En mer de Chine orientale, et non en mer de Chine du Sud, si les tensions persistent, le président Xi et le Premier ministre Abe ont réussi à les atténuer.

- Un intervenant japonais a estimé que, bien qu'il soit souvent décrit comme étant révisionniste, l'approche pragmatique du Premier ministre Abe a permis au Japon d'avoir des relations stables avec la Chine. C'est ainsi que lors de sa mandature de 2006-2007, M. Abe a joué un rôle déterminant dans le renforcement des liens avec la Chine. Lorsqu'il a pris ses fonctions, il s'est rendu en Chine avant de se rendre aux États-Unis, et il a par ailleurs établi « des relations mutuellement bénéfiques fondées sur des intérêts stratégiques communs. »

Les questions de Hong Kong et de Taïwan :

En novembre, lors du 150<sup>e</sup> anniversaire de la naissance de Sun Yat-sen, Xi Jinping a lancé un appel vibrant à l'unité nationale : « Nous ne laisserons jamais aucun individu, aucune organisation, aucun parti politique séparer une quelconque partie du territoire du reste de la Chine, à aucun moment, de quelque façon que ce soit. »

- Il a été généralement observé que les relations se sont refroidies dès lors que la présidente de Taïwan, Mme Tsai Ing-wen, a refusé de reconnaître le principe d'« une seule Chine ». Mais elles n'ont pas été irrémédiablement coupées, car elle a fait extrêmement attention à ne pas faire de remarques provocatrices et politiquement inacceptables.
- Un intervenant a observé que cela risquait de ne pas être immédiatement à l'ordre du jour, car les choses évoluent très lentement. La présidente Tsai est capable de se rapprocher des volontés de la Chine, mais de ne pas céder sur tout. Pékin se refrène aussi, car une pression directe ou déclarée encouragerait les électeurs d



e Taïwan à pencher davantage vers l'indépendance. Mais par la suite, elle devrait faire face à la déception de ses électeurs qui pourraient exiger une action politique plus antagoniste.

J'aurais encore bien des choses à dire, mais au vu des contraintes de temps, je m'arrêterai ici. Je vous remercie.